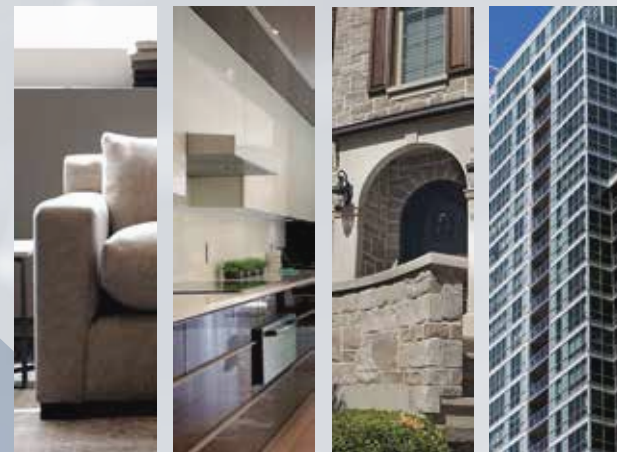


A large, blue industrial robotic arm is positioned on the left side of the cover, reaching towards the center. It is set against a background of a network of white lines connecting various points, suggesting a digital or technological theme. The overall color palette is dominated by blues and greys, with some white and light blue accents.

RAPPORT ANNUEL 2019 - 2020



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

Table des matières



<u>Mot des coprésidents</u>	1
<u>Problématique du secteur</u>	3
<u>Reddition de comptes</u>	5
<u>Orientation 1</u>	6
<u>Orientation 2</u>	9
<u>Orientation 3</u>	13
<u>Orientation 4</u>	19
<u>Orientation 5</u>	20
<u>Annexes</u>	35
<u>Rapport du vérificateur</u>	39

Mot des coprésidents



En 2019-2020, le Comité sectoriel de main-d'œuvre (CSMO) a porté une attention spéciale à la dimension technologique dans ses travaux de veille du marché du travail en continu. Mais il a également accéléré l'adaptation des programmes de formation sur mesure avec l'aide des partenaires afin de répondre à l'évolution de plus en plus rapide des compétences requises dans les usines.

Évolution des compétences du futur

Le CSMO a réalisé un portrait de la maturité numérique 4.0 et de l'adaptation de la main-d'œuvre auprès de quelque 300 manufacturiers de l'industrie. Cette étude a aidé à cibler l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi, les métiers, les tâches et les compétences de base, numériques, professionnelles, comportementales. Ce qui permettra d'ajuster l'offre de formation en conséquence. Deux cent douze (212) entreprises ont manifesté de l'intérêt à ce qu'il y ait un suivi après l'enquête.

Information sur le marché du travail

Le monitoring de la variable technologique se greffe ainsi à la veille en continu des besoins de main-d'œuvre, de formation et de GRH du Comité sectoriel dans le système de collecte des

données qu'il a développé dans la plateforme Clicemplois.net. On veut ainsi mieux prédire les tendances de la demande en tenant compte aussi du niveau de numérisation des tâches des employés de production et de bureau. Il sera ainsi plus aisé de suivre à la trace l'émergence de nouveaux métiers et de documenter la transformation de professions actuelles et futures.

Organisation des activités de formation

Le Comité sectoriel a participé à l'organisation d'une foule d'activités de formation : attestation d'études professionnelles en mode alternance travail-études du métier assembleur de portes et fenêtres (35 participants), perfectionnement des superviseurs/contremaîtres (22 participants), formation des formateurs/compagnons (147 participants), conférence du Grand Rendez-vous RH manufacturier (28 participants).

Promotion des normes et RCMO

La promotion des six normes professionnelles de l'industrie et de la reconnaissance des compétences des travailleurs auprès d'environ 350 entreprises a certainement encouragé la signature d'ententes du Programme d'apprentissage en milieu de travail (558). Cinquante-cinq (55) travailleurs ont en plus vu leur expertise reconnue.

Mot des coprésidents

Recrutement, intégration et maintien en emploi

Les besoins de main-d'œuvre provenant du système de veille du marché du travail en continu du Comité sectoriel sont acheminés aux organismes d'employabilité (toutes les clientèles), y compris aux organisations qui s'occupent de l'accueil et de l'intégration des personnes immigrantes et réfugiées sur l'ensemble du territoire du Québec. Ils sont aussi affichés dans le répertoire des employeurs de *Clicemplois.net*.

L'élargissement des bassins de main-d'œuvre figure parmi les solutions aux problèmes de recrutement des manufacturiers exposés dans le diagnostic sectoriel de 2018. C'est pourquoi le CSMO a participé, à Saint-Hyacinthe, à une activité multisectorielle de recrutement de personnes immigrantes provenant de la région de Montréal. Elle regroupait une demi-douzaine de manufacturiers de l'industrie.

Le Comité sectoriel a en outre jeté les bases d'un projet de régionalisation de l'immigration avec deux manufacturiers de la Mauricie (Bermex et Canadel) à l'aide du partenaire Promis, à Montréal, à l'automne 2019. Cela a facilité la référence d'une quinzaine de personnes aux employeurs. En parallèle, le CSMO

a conçu un outil de recherche de main-d'œuvre immigrante avec *emploisenregions.ca*, lequel a fait l'objet d'une présentation au colloque *Quariera*.

Concertation patronale-syndicale

La pandémie du Coronavirus apparue vers la fin de l'exercice financier a forcé le report de l'activité de planification stratégique (mars 2020) qui devait réunir plus d'une cinquantaine de manufacturiers pour établir les grandes orientations du Comité sectoriel en 2020-2023 dans un esprit de concertation patronale-syndicale.

Malgré le ralentissement provoqué par la COVID-19, le CSMO a quand même pu réaliser une centaine de visites d'entreprise, joint environ 350 manufacturiers par téléphone et généré 73 715 dollars de revenus autonomes (18,1 %).

Yves Guérette
Coprésident syndical

Virginie Cloutier
Coprésidente patronale

Problématique du secteur



Les secteurs des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine comptent plus de 2000 entreprises et près de 50 000 travailleurs. L'industrie des portes et fenêtres regroupe des entreprises qui fabriquent des portes et fenêtres de bois, de PVC, d'aluminium, de matériaux composites et d'acier. Elle évolue dans les créneaux résidentiels et commerciaux. Cette grappe industrielle comprend la fabrication de murs rideaux en verre, la transformation et le traitement du verre. L'industrie du meuble réunit des entreprises qui fabriquent du mobilier résidentiel en bois et en métal, des meubles de bureau en bois et en métal, du mobilier institutionnel et de magasin, des meubles rembourrés et des matelas. Les manufacturiers de l'industrie des armoires de cuisine livrent du mobilier de cuisine et de salle de bains, ainsi que des produits d'ébénisterie sur mesure. Il y a aussi les fabricants de menuiserie architecturale et de composantes de bois.

Recruter de la main-d'œuvre qualifiée donne du fil à retordre aux manufacturiers ces dernières années, spécialement en région, où l'industrie est largement concentrée. Les entreprises y souffrent d'une baisse démographique encore plus prononcée. Ce sera encore plus difficile au cours des 10 prochaines années en raison du vieillissement de la population active. Mais c'est aussi largement dû au départ à la retraite d'environ 30 % des travailleurs, selon les prévisions d'Emploi-Québec. Le bassin de main-d'œuvre qui reste subit

une diminution constante du nombre de personnes aptes à travailler possédant un diplôme secondaire ou moins. C'est généralement cette clientèle qui vient postuler pour les métiers en demande exigeant peu de qualifications dans les emplois de production.

En combinant le remplacement de la main-d'œuvre (attrition, emplois saisonniers, départs volontaires, prises de retraite, etc.) avec les départs involontaires (taux de roulement) et le taux moyen de croissance de l'emploi, l'industrie doit pourvoir environ 15 000 postes, bon an, mal an. C'est près du tiers de l'effectif sectoriel, un poids organisationnel considérable de plus en plus difficile à soutenir, étant donné l'effritement graduel et le profil de la population active dans plusieurs régions du Québec. Une quinzaine de professions étaient en demande dans l'industrie au Québec en 2015, selon un sondage mené par la firme Saine Marketing. À peine 42 % des répondants prévoyaient alors embaucher dans un horizon d'un an. Trois ans plus tard, le sondage de la firme Synthèse Plus RL & CL l'établit à 95 %.

Les entreprises de l'industrie sont confrontées à trois principales problématiques : le recrutement de la main-d'œuvre dans plusieurs régions du Québec, le transfert des compétences aux nouveaux employés et la mise à niveau des compétences des travailleurs utilisant de plus en plus les nouvelles technologies.

Problématique du secteur



Globalement, la situation de l'emploi est favorable, puisque tous les indicateurs sont au vert : croissance économique au Québec, au Canada et aux États-Unis, hausse du niveau de consommation des ménages, maintien du dynamisme du marché immobilier (tant du côté des maisons neuves que de celui de la revente). La valeur actuelle du dollar canadien facilite les exportations chez nos voisins américains. La renégociation du traité de libre-échange avec les Américains provoque certaines incertitudes pour les entreprises exportatrices, puisque 96 % des exportations se font avec nos voisins du sud.

Le défi majeur du Comité sectoriel consiste à développer un plus grand partenariat pour réaliser une prestation de services complémentaires (et convergentes) à celle des partenaires (ex. : réseau d'Emploi-Québec, commissions scolaires, cégeps, Centres technologiques de transfert et organismes régionaux de développement économique et d'accompagnement de la main-d'œuvre, organismes d'employabilité, etc.) dans le but de répondre aux besoins de main-d'œuvre, de compétence, de formation et de GRH exprimés par les manufacturiers au moyen de sa veille du marché du travail en continu et de ses activités.

The background of the page features a faded image of an industrial robotic arm on the left side, reaching towards the center. Overlaid on this and the rest of the page is a network of white lines connecting various points, resembling a molecular structure or a data network. The top of the page has a dark blue geometric shape on the left and a lighter blue shape on the right.

REDDITION de comptes

2019 - 2020

ORIENTATION

1 Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et au niveau des autres instances du comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur.

Composition du secteur (indiquer codes SCIAN, lorsqu'applicable) ¹	Instances ou forums du CSMO fréquentés	Résultats visés (Démarches à entreprendre pour améliorer la représentativité, s'il y a lieu)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Assurer une représentativité des principaux acteurs sectoriels au conseil d'administration du Comité sectoriel.	
PORTES ET FENÊTRES			
Code SCIAN : 321911 Fabrication de fenêtres et de portes de bois	CA+Congrès annuel AVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 326196 Fabrication de portes et de fenêtres en plastique	CA+Congrès annuel AVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 332321 Fabrication de portes et de fenêtres en métal	CA+Congrès annuel AVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
FABRICATION DE MEUBLES ET DE PRODUITS CONNEXES			
Code SCIAN : 3371 Fabrication de meubles de maison et d'établissement institutionnel et d'armoires de cuisine	CA+Congrès AFMQ et AFDICQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 33711 Fabrication d'armoires et de comptoirs de cuisine de bois	CA+Congrès annuel AFDICQ	À maintenir, 5 sièges : AFDICQ, AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.

ORIENTATION

1 Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et au niveau des autres instances du comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur.

Composition du secteur (indiquer codes SCIAN, lorsqu'applicable) ¹	Instances ou forums du CSMO fréquentés	Résultats visés (Démarches à entreprendre pour améliorer la représentativité, s'il y a lieu)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Assurer une représentativité des principaux acteurs sectoriels au conseil d'administration du Comité sectoriel.	
Code SCIAN : 3372 Fabrication de meubles de bureau (y compris les articles d'ameublement)	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 33721 Fabrication de meubles de bureau (y compris les articles d'ameublement)	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 337213 Fabrication de meubles de bureau en bois (y compris les boiseries architecturales faites sur commande)	CA+Congrès annuel AFMQ et AFDICQ	À maintenir, 5 sièges : AFDICQ, AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 337214 Fabrication de meubles de bureau (sauf en bois)	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 337215 Fabrication de vitrines d'exposition, de cloisons, de rayonnages et de casiers	CA	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 3379 Fabrication d'autres produits connexes aux meubles	CA	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.

ORIENTATION

1

Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et au niveau des autres instances du comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur.

Composition du secteur (indiquer codes SCIAN, lorsqu'applicable) ¹	Instances ou forums du CSMO fréquentés	Résultats visés (Démarches à entreprendre pour améliorer la représentativité, s'il y a lieu)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Assurer une représentativité des principaux acteurs sectoriels au conseil d'administration du Comité sectoriel.	
Code SCIAN : 33791 Fabrication de matelas	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante..
Code SCIAN : 33792 Fabrication de stores et de persiennes	CA	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
FABRICATION DE VERRE ET DE PRODUITS EN VERRE			
Code SCIAN : 327215 Fabrication de produits de verre à partir de verre acheté	CA+Congrès annuel AVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrables	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
Assemblée générale privée	Membres du conseil d'administration-secrétaires	Réaliser une assemblée annuelle dite privée pour présenter les résultats des activités du Comité sectoriel, faire accepter les états financiers vérifiés par un auditeur indépendant et élire les membres du CA aux postes d'officiers : coprésidents, trésorier et secrétaire.	1	1 / 1	L'assemblée annuelle est tenue, les états financiers sont vérifiés par un auditeur indépendant. Les membres ont fait élire les coprésidents, le trésorier et le secrétaire lors de l'assemblée annuelle, comme convenu dans les statuts et règlements du Comité sectoriel.
Comité exécutif	Coprésidents-trésorier	Gérer les affaires courantes.	12 rencontres ou conférences téléphoniques avec les officiers du CA	25 / 12	Plus de 25 communications téléphoniques ont suivi leur cours avec le trésorier concernant la gestion courante du CSMO. Quatre conférences téléphoniques ou réunions avec les coprésidents ainsi que quatre échanges téléphoniques ont eu lieu avec le secrétaire.
Conseil d'administration	Membres du conseil d'administration	Assurer le suivi administratif du plan d'action, partager des informations stratégiques sur le secteur, identifier des situations qui conditionnent des actions urgentes, contribuer à faire avancer le dossier de l'intervention sectorielle auprès de la CPMT.	4 rencontres de CA	4 / 4	Il y a eu quatre réunions du CA. Pour chaque réunion, le conseil d'administration a approuvé un procès-verbal.

¹ Si vous souhaitez lister les participations à des instances ou comités relevant de d'autres organismes, SVP les mettre en annexe ou créez un 2.2 pour les distinguer.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrables	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
Comités régionaux de partenaires pour identifier des besoins de main-d'œuvre et de formation.	Employeurs/Travailleurs des régions visées Directions régionales d'Emploi-Québec Représentants du réseau de l'éducation Directeurs des Projets Accord dans les régions concernées	Mener des activités d'analyse des besoins de main-d'œuvre en incitant les intervenants locaux à définir la mise en œuvre de solutions concrètes	2 fois par année 25 entreprises 2 Directions régionales D'EQ 2 Projets ACCORD 2 CS 2 CÉGEP	0	Nous avons préféré réaliser un diagnostic portant sur la maturité numérique des entreprises du secteur. 294 entreprises jointes.
Groupe de travail pour évaluer la faisabilité de proposer au réseau de l'éducation une formule d'alternance travail/études visant le DEC en design d'intérieur	Membres de l'AFDICQ Employeurs/travailleurs CSN-FTQ-CSD	Mettre sur pied deux comités école/entreprise dans l'industrie des armoires de cuisine dans le but d'approfondir davantage les connaissances, les compétences et les réalités de production du métier de cuisiniste dans le cadre de la formule d'alternance travail/études.	4 rencontres 8 entreprises 2 cégeps	1	Projet en attente d'une mise à jour du DEC en design d'intérieur pour qu'il puisse correspondre aux besoins des manufacturiers.

¹ Si vous souhaitez lister les participations à des instances ou comités relevant de d'autres organismes, SVP les mettre en annexe ou créez un 2.2 pour les distinguer.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrables	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
Groupe de travail assurant le suivi de l'enquête salariale et du diagnostic sectoriel	Membres du CSMO et représentants des associations patronales/syndicales.	Établir une stratégie de diffusion des résultats. Évaluer la faisabilité de produire une trousse de l'employeur de choix comprenant des outils de résolution de problèmes permettant aux entreprises d'améliorer l'attraction, l'intégration et la fidélisation de l'effectif compte tenu du taux de roulement actuel et du remplacement du tiers de la main-d'œuvre d'ici à 10 ans.	3 rencontres avec les associations patronales. 3 rencontres avec les associations syndicales.	1	Diffusion des moyennes salariales à la rémunération d'entrée sur le marché du travail de 50 professions. Conception d'un mode d'emploi pour l'embauche des personnes immigrantes. On l'a fait connaître aux entreprises. https://www.solutionsrh.net/doc/Napperon-Complement-20200528.pdf
Comité paritaire de formation.	Manufacturiers Représentants des travailleurs Représentants de l'employeur	Animer quatre rencontres de deux comités paritaires de formation en vue d'identifier les priorités-projets de formation et de reconnaissance des compétences à l'aide des six normes professionnelles.	4 rencontres	2	Tenue de deux rencontres dans une entreprise (syndiquée) pour expliquer la démarche de reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi. Nous avons procédé à la RCMD de 47 travailleurs lors d'une fermeture d'usine.

¹ Si vous souhaitez lister les participations à des instances ou comités relevant de d'autres organismes, SVP les mettre en annexe ou créez un 2.2 pour les distinguer.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrables	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
Groupe de travail pour faciliter l'intégration des personnes immigrantes	AXTRA RSSMO TCRI Promis Manufacturiers	Identifier les entreprises parmi les répondants du diagnostic sectoriel. Référer les manufacturiers en continu. Cibler les bonnes pratiques. Élaborer les grandes étapes d'un projet de recrutement en région.	4 rencontres	15 / 4	Projet réalisé de régionalisation de l'immigration avec deux manufacturiers de la Mauricie (Bermex et Canadel) à l'aide du partenaire Promis, à Montréal, à l'automne 2019. Référence de 15 personnes. Participation à une activité multisectorielle de recrutement de personnes immigrantes provenant de la région de Montréal à Saint-Hyacinthe qui a regroupé une demi-douzaine de manufacturiers de l'industrie. Envoi de la liste des entreprises qui ont manifesté des besoins de main-d'œuvre en 2018-2019 aux membres de l'AXTRA, RSSMO, TCRI. Production d'un outil de recherche de main-d'œuvre immigrante avec Promis et emploisenregions.ca. https://www.solutionsrh.net/doc/Napperon-Complement-20200528.pdf Participation à une activité de réseautage avec les organismes nationaux dans le cadre du colloque Quariera. Le Comité sectoriel y a présenté son outil de recherche de main-d'œuvre immigrante. Il a aussi assisté aux colloques sur l'immigration à Montréal.

¹ Si vous souhaitez lister les participations à des instances ou comités relevant de d'autres organismes, SVP les mettre en annexe ou créez un 2.2 pour les distinguer.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1 Activités reliées au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

3.1.1 Description des activités par métier dont la stratégie de développement des compétences est le PAMT

Activités ¹ ou métiers ²	Description des activités	Indicateurs et résultats visés (incluant les estimations de cibles par métier)	Nombre (si applicable)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si obtenu)	État de réalisation (R - N - P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴	Nombre (si applicable)	
			Entreprises	Participants					Entreprises	Participants
Compagnon	Formation des compagnons	15 groupes 28 000 \$ de contribution des manufacturiers au 10 % d'autofinancement	40	150	FDRCMO	P	15 / 15 groupes 18 / 40 entreprises 147 / 150 participants Le Comité sectoriel a dû annuler et reporter quatre groupes de formation, totalisant 44 inscrip- tions, en raison de la situation d'urgence de la Covid-19. Sans quoi, il aurait généré 19 groupes de formation, 191 participants.	Liste des entreprises fournie sur demande.		
Opérateur de machines industrielles	RCMO	Promouvoir la RCMO auprès 300 manufacturiers Faire 50 RCMO	300	50	Promo RCMO FDRCM	R P	350 / 300 entreprises (promo) 23 / 50 participants Nous n'avons guère de contrôle sur l'intérêt des entreprises à vouloir s'engager dans la RCMO, malgré l'effort promotionnel.	Liste des entreprises fournie sur demande.		

¹Activités possibles : promotion générale des normes, formation des compagnes et compagnons, autre projet intégrant les normes

²Indiquer la cible globale par métier seulement

³R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1 Activités reliées au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

3.1.1 Description des activités par métier dont la stratégie de développement des compétences est le PAMT

Activités ¹ ou métiers ²	Description des activités	Indicateurs et résultats visés (incluant les estimations de cibles par métier)	Nombre (si applicable)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si obtenu)	État de réalisation (insérer R - N - P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴	Nombre (si applicable)	
			Entreprises	Participants					Entreprises	Participants
Ébéniste	RCMO	Promouvoir la RCMO auprès 125 manufacturiers Faire 20 RCMO	125	10	Promo RCMO FDRCMO	R R	350 / 125 entreprises (promo) 12 / 10 participants	Liste des entreprises fournie sur demande.		
Peintre finisseur	RCMO	Promouvoir la RCMO auprès 125 manufacturiers Faire 20 RCMO	125	10	Promo RCMO FDRCMO	R R	350 / 125 entreprises (promo) 10 / 10 participants	Liste des entreprises fournie sur demande.		
Assembleur de portes et fenêtres	RCMO	Promouvoir la RCMO auprès 75 manufacturiers Faire 30 RCMO	75	20	Promo RCMO FDRCMO	R P	250 / 75 entreprises (promo) 10 / 20 participants Nous n'avons guère de contrôle sur l'intérêt des entreprises à vouloir s'engager dans la RCMO, malgré l'effort promotionnel.	Liste des entreprises fournie sur demande.		
Couturier de meubles	RCMO	Promouvoir la RCMO auprès 15 manufacturiers Faire 5 RCMO	15	5	Promo RCMO FDRCMO	R P	25 / 15 entreprises (promo) 0 / 5 participants Nous n'avons guère de contrôle sur l'intérêt des entreprises à vouloir s'engager dans la RCMO, malgré l'effort promotionnel.	Liste des entreprises fournie sur demande.		
Rembourseur	RCMO	Promouvoir la RCMO auprès 5 manufacturiers Faire 5 RCMO	15	5	Promo RCMO FDRCMO	R P	25 / 15 entreprises (promo) 0 / 5 participants Nous n'avons guère de contrôle sur l'intérêt des entreprises à vouloir s'engager dans la RCMO, malgré l'effort promotionnel.	Liste des entreprises fournie sur demande.		

¹Activités possibles : promotion générale des normes, formation des compagnes et compagnons, autre projet intégrant les normes

²Indiquer la cible globale par métier seulement

³R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1 Activités reliées au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

3.1.1 Description des activités par métier dont la stratégie de développement des compétences est le PAMT

Activités ¹ ou métiers ²	Description des activités	Indicateurs et résultats visés (incluant les estimations de cibles par métier)	Nombre (si applicable)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si obtenu)	État de réalisation (insérer R, N, P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴	Nombre (si applicable)	
			Entreprises	Participants					Entreprises	Participants
Tous les métiers normés par notre secteur	Suivi de la promotion par le réseau d'Emploi-Québec	Voir le Canevas d'estimation des besoins soumis à Emploi-Québec par les membres du CA.			Budget opérationnel d'Emploi-Québec	P	Estimation du nombre de personnes à rejoindre par EQ vs signatures d'ententes PAMT : Opérateur de machines industrielles : 194 / 300 Peintre-finiisseur : 52 / 105 Ébéniste : 219 / 289 Assembleur de portes et fenêtres : 42 / 125 Couturier de meubles : 24 / 25 Rembourreur : 27 / 36 Total : 558 / 880 L'écart peut s'expliquer en partie par la crise de la COVID-19, qui a nui à la signature d'ententes en mars 2020. Il y a peut-être lieu également de revoir à la baisse l'estimation du besoin des entreprises et la capacité opérationnelle d'Emploi-Québec. Mais, surtout, depuis que le CSMO n'a plus fait la promotion du PAMT dans les entreprises du secteur, nous observons une baisse continue de la signature d'ententes PAMT.			

¹Activités possibles : promotion générale des normes, formation des compagnes et compagnons, autre projet intégrant les normes

²Indiquer la cible globale par métier seulement

³R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1.3 Développement ou mise à jour d'une norme professionnelle

Métiers	N, M OU P ¹	Travaux prévus (spécifier la nature des travaux ² ainsi que les échéanciers prévus)	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrire R - N - P	Travaux réalisés (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴
Ébéniste		Évaluer la pertinence d'entreprendre une analyse de situation de travail visant à mettre à jour la norme professionnelle du métier d'ébéniste en raison des nouvelles technologies qui transforment la pratique du métier. Réaliser trois focus group afin d'identifier les changements qui transforment ce métier pour évaluer la pertinence de mettre à jour la norme professionnelle. 3 rencontres 15 entreprises	DDCIS	N	Report du projet en raison du diagnostic sur la maturité numérique des entreprises du secteur.	

¹ N = Nouvelle norme; M = Mise à jour; P = Poursuite des travaux déjà entrepris.

² Nature des travaux : étude de pertinence, analyse de profession, élaboration et validation du profil de compétences, élaboration de la norme, consensus sectoriel, stratégies de développement et de reconnaissance des compétences.

³ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴ Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.2 Activités de développement des compétences et de formation de la main-d'œuvre qui ne s'inscrivent pas dans le Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

Nom de l'activité ou du programme	Description	Indicateurs et résultats visés	Nombre (si pertinent)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Développement de programme ¹	Collaboration ³	Nombre (si pertinent)	
			Entreprises	Participants						Entreprises	Participants
Activité non prévue au Plan d'action	Développement d'un projet d'alternance travail-études pour le DEP en ébénisterie.	Développement d'un partenariat de contenus.	15	15		P	Entente avec la CS Chaudière-Appalaches sur le dépôt d'un projet COUD.		Entreprises de la région de Chaudière-Appalaches		
Formation de superviseur/contremaître	Proposer une formation de 24 heures avec des séances de coaching.	5 groupes en 2018-2019.	20	50		P	2 / 5 groupes 7 / 20 entreprises 22 / 50 participants Le Comité sectoriel a dû annuler et reporter deux groupes de formation, totalisant 22 inscriptions, en raison de la situation d'urgence de la Covid-19.		Liste des entreprises fournie sur demande.		
		5 groupes en 2019-2020. 125 000 \$ de contribution des manufacturiers au 10 % d'autofinancement.	20	50		P					
Adéquation formation/emploi	Participer aux travaux du MEES sur la mise à jour des programmes d'études sur demande.	Trois programmes : DEP finition de meubles, DEP entretien de machines industrielles et DEC génie industriel			DDCIS	R	Participation aux travaux du MEES permettant la mise à jour du DEP en finition de meubles.		Liste des entreprises fournie sur demande.		

¹R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

²Cochez la case si le développement, l'adaptation ou la mise à jour du contenu du programme de formation continu a été complété dans l'année.

³Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, MEES ou établissement d'enseignement, grappe industrielle, crénneau d'excellence, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.2 Activités de développement des compétences et de formation de la main-d'œuvre qui ne s'inscrivent pas dans le Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

Nom de l'activité ou du programme	Description	Indicateurs et résultats visés	Nombre (si pertinent)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Développement de programme ²	Collaboration ³	Nombre (si pertinent)	
			Entreprises	Participants						Entreprises	Participants
Formation d'assembleur de portes et fenêtres	Qualifier des travailleurs pour qu'ils puissent obtenir une AEP en assemblage de portes et fenêtres adaptée selon la formule d'alternance travail-études.	30 travailleurs 2 régions 12 000 \$ de contribution des manufacturiers au 10 % d'autofinancement du CSMO. Note : régions	4	30	FDRCMO Demande à venir au niveau régional. Chaudière-Appalaches et Laurentides Budget de 600 K	R	3 / 2 groupes 3 / 4 entreprises 35 / 30 participants Le Comité sectoriel a dû annuler et reporter trois groupes de formation, totalisant 35 inscriptions, en raison de la situation d'urgence de la Covid-19. Deux des trois groupes de formation ont décidé de reprendre l'activité en mai 2020.		Liste des entreprises fournie sur demande.		

¹R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

²Cochez la case si le développement, l'adaptation ou la mise à jour du contenu du programme de formation continu a été complété dans l'année.

³Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, MEES ou établissement d'enseignement, grappe industrielle, crénneau d'excellence, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

4

Contribuer au renforcement et améliorer les pratiques en gestion des ressources humaines dans les entreprises.

Nom de l'activité ou de l'outil	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation inscrite R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Conférence RH	Avec d'autres CSMO proposer une journée thématique au Grand rendez-vous RH.	15 entreprises de l'industrie. Représentants des travailleurs et des employeurs.	DDCIS 30 K	R	15 / 15 entreprises participantes Total : 28 inscriptions		
Activité non prévue au Plan d'action	Proposition de stages visant des métiers peu spécialisés dont les postes sont difficiles à pourvoir en région avec deux organismes membres de l'AXTRA.	Activité financée par la CPMT		N	Les organismes ont eu des difficultés sur le plan opérationnel. Ils ont reporté le livrable à 2020.		
Activité non prévue au Plan d'action	Analyse fonctionnelle des contenus et d'un pont technologique entre la plateforme Solutionsrh.net et un partenaire de contenus.	SAE-Centre-du-Québec		P	Il reste à faire l'évaluation finale du développeur sur la faisabilité technique à faible coût.		
Activité non prévue au Plan d'action	Production d'un tableau des solutions numériques disponibles en matière de recrutement et RH.	La firme de consultants Horizonsrh		R	Synthèse disponible dans le cahier du participant de la conférence exploratoire de mars 2020, qui n'a pas eu lieu à cause de la Covid-19.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaborations : Directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT), comités consultatifs(CC), grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle, centre de formation professionnelle, etc.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, associations sectorielles, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, etc.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (insérer R - N - P) ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Monitoring de l'adéquation formation-compétence-emploi en continu.	Établir une veille en continu des besoins de main-d'œuvre, de formation et de GRH auprès des manufacturiers de l'industrie à l'aide d'un système de collecte de données numérique sur la plateforme <i>Clicemplois.net</i> .	200 questionnaires remplis au total 70 par l'envoi de questionnaires numériques 70 par la relance téléphonique 60 par les visites d'entreprises et rencontres régionales	DDCIS	P	150 / 200 questionnaires 50 / 70 questionnaires 25 / 70 questionnaires 75 / 60 questionnaires L'organisation de la conférence exploratoire (avortée en mars en raison de la Covid-19) et la préparation du diagnostic 4.0 du CEFRIQ à l'automne 2019 ont réduit l'effort opérationnel affecté à la veille en continu et à la compilation des données. Cependant, 212 répondants de l'enquête du CEFRIQ ont manifesté de l'intérêt à ce que le Comité sectoriel fasse un suivi auprès d'eux afin d'évaluer notamment leurs besoins de main-d'œuvre et de compétences. On pourrait sans doute améliorer notre performance en 2020-2021, par cette relance, s'il n'y a pas résurgence de la pandémie.	Liste fournie sur demande.	

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Partage des informations sur le marché du travail avec les partenaires en contact direct	Diriger les demandes de main-d'œuvre générées par la veille en continu auprès des partenaires s'occupant de l'employabilité et de l'accueil et de l'intégration des personnes immigrantes et réfugiées.	10 organismes	DDCIS	P	10 / 10 organismes		Promis, emploisregions.ca, TCRI, La Maisonnée, RSSMO, AXTRA. RORIQ, Midi-40 (Laval), Accès-travail (Victoriaville), Forum 2020.
	Faire connaître les besoins du marché du travail à la CPMT, aux directions régionales d'Emploi-Québec et aux organismes de développement de l'employabilité et d'intégration des personnes immigrantes (AXTRA, RSSMO, TCRI).	3 rencontres Sommaire des données macroéconomiques Palmarès des métiers en demande	DDCIS	R	EQ Direction régionale de Laval EQ Lanaudière EQ Direction régionale de l'Outaouais EQ Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean EQ Direction régionale du Centre-du-Québec EQ Direction régionale de la Jamesie EQ Direction régionale de Chaudière-Appalaches Plus : AXTRA, RSSMO, TCRI, Promis		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P ¹)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Évaluation de l'impact de la révolution industrielle 4.0	Réaliser un diagnostic sur l'effet du 4.0 sur la main-d'œuvre et de son adoption par l'industrie.	Rapport présentant les modes d'organisation du travail numérique, les vecteurs technologiques structurants, les métiers à risque et les compétences émergentes à combler par sous-secteur d'activité dans l'industrie. Pistes d'adaptation de la main-d'œuvre et méthodologies de formation.	DDCIS Enveloppe spécifique de 50 K pour réaliser un diagnostic	R	Rapport du CEFRIQ de 85 pages, déposé en mai 2020, après la remise d'une version préliminaire en février de la même année. Près de 300 répondants, dont 212 ont demandé un suivi. Disponibles dans le rapport : la conclusion de l'étude et les suggestions d'un groupe de discussion. Réseautage en cours des partenaires pouvant répondre aux besoins exprimés par les manufacturiers et préparation de l'offre d'activités de formation touchant notamment les compétences de base et numériques.	Liste des entreprises fournie sur demande.	

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

5

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrit - R - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Promotion des outils de gestion RH et de la formation du Comité sectoriel	Diffuser la fiche promo traitant des normes professionnelles (6) pouvant générer la signature d'ententes PAMT et la reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi.	Agents PAMT d'Emploi-Québec et de Services Québec 140 répondants de l'enquête salariale 2018 75 entreprises visitées et contactées (questionnaire, téléphone) dans le cadre de l'évaluation des besoins et de l'organisation d'activités de formation Infopub dans l'infolettre <i>SolutionsRH.net</i> par courriel à 1400 manufacturiers Capsule d'information ou article dans un numéro du bulletin imprimé <i>InfoMain-d'œuvre</i> rejoignant 2000 manufacturiers	DDCIS	R R R R	140 / 140 entreprises 75 / 75 entreprises visitées 1 / 1 infopub dans l'infolettre 1 / 1 capsule dans le bulletin InfoMain-d'œuvre		

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P ¹)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Promotion des outils de gestion RH et de la formation du Comité sectoriel (suite)	Diffuser les guides d'apprentissage du Comité sectoriel (6).	Agents PAMT d'Emploi-Québec et de Services Québec 10 nouveaux abonnés du logiciel Solutionsrh.net 75 entreprises visitées et contactées (questionnaire, téléphone) dans le cadre de l'évaluation des besoins et de l'organisation d'activités de formation	DDCIS	R P R	Dépliant sur les normes professionnelles (Formation en entreprise) : 350 exemplaires DVD - visage de l'emploi par produit : 1000 exemplaires DVD - PAMT : 400 exemplaires DVD 8 / 10 nouveaux abonnés au logiciel L'organisation de la conférence exploratoire et la préparation du diagnostic 4.0 n'ont pas permis de le promouvoir autant que prévu. 140 / 75 entreprises contactées et visitées		
	Favoriser la mise sur pied de comité paritaire de formation chez les manufacturiers.	75 entreprises visitées et contactées (questionnaire, téléphone) dans le cadre de l'évaluation des besoins et de l'organisation d'activités de formation FTQ, CSN, CSD, AVFQ, AFMQ, AFDICQ		R	85 entreprises contactées et 61 entreprises visitées		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Promotion des outils de gestion RH et de la formation du Comité sectoriel (suite)	Inciter l'utilisation du logiciel de gestion de la formation <i>Solutionsrh.net</i> .	140 répondants de l'enquête salariale 2018		R	140 / 140 entreprises jointes		
		Infopub dans l'infolettre <i>Solutionsrh.net</i> par courriel à 1400 manufacturiers		R	1 / 1 infopub		
		2000 entreprises de l'industrie dans le bulletin d'information imprimé <i>InfoMain-d'œuvre</i>		R	1 / 1 bulletin d'information format imprimé		
		75 entreprises visitées et contactées dans l'évaluation des besoins et l'organisation d'activités de formation		R	140 / 75 entreprises contactées et visitées		
	Diffuser la trousse promotionnelle de la formation des compagnons pour générer des inscriptions.	Infopubs personnalisées par courriel sur une base régionale		R	10 infopubs		
		Relance des signataires des PAMT des deux dernières années		R	1 / 1 relance téléphonique et par courriel pour chacun		
		Relance des entreprises participantes aux activités de formation des compagnons		R	1 / 1 relance téléphonique et par courriel pour chacun		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Plan de communication	Actualiser la stratégie se rapportant à l'évolution du Plan d'action stratégique 2016-2019 et aux ajustements de la prestation des services gouvernementaux.	Diriger 200 manufacturiers vers les ressources du Comité sectoriel et de ses partenaires en mode CRM en s'appuyant sur les besoins exprimés par les manufacturiers dans les questionnaires en ligne de la plateforme Clicemplois.net et dans le cadre des visites d'entreprise visant l'évaluation des besoins et l'organisation d'activités de formation.		P	150 / 200 manufacturiers Le temps consacré à l'organisation de la conférence exploratoire et à la préparation du diagnostic 4.0 n'a pas permis d'atteindre l'objectif.		
		Informar les 2000 entreprises de l'industrie en segmentant les diffusions en fonction des priorités sectorielles et des mesures de la Stratégie nationale de la main-d'œuvre.		R	2000 / 2000 manufacturiers Bulletins d'information imprimé et électronique (ensemble des mesures) Infopub sur les formations des compagnons, des superviseurs, des assembleurs de portes et fenêtres par région et par secteur d'activité Information sur le PAMT, la reconnaissance des compétences des travailleurs, PACME, etc.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Plan de communication (suite)	Actualiser la stratégie se rapportant à l'évolution du Plan d'action stratégique 2016-2019 et aux ajustements de la prestation des services gouvernementaux. (suite)	Réseauter davantage les quelque 350 organismes d'employabilité et cibler l'envoi de l'information en fonction de leurs préoccupations et dans la prestation de services.		R	350 / 350 organismes via l'envoi des besoins de main-d'œuvre aux organisations nationales comme AXTRA, RSSMO, TCRI, Promis, emploisregions.ca. Promotion de notre outil de recherche de main-d'œuvre immigrante.		
	Revaloriser les contenus des métiers actuels et émergents dans le site <i>Clicemplois.net</i>	Actualiser 10 fiches d'information et vidéos de 30 secondes sur les métiers en demande. Produire 2 fiches et vidéos de 30 secondes sur des professions en émergence à saveur techno.	DDCIS 15 K	N N	0 / 10 manufacturiers Le Comité sectoriel a reporté ces travaux après le dépôt du rapport du CEFRIO sur l'évolution des profils de compétences des métiers. 0 / 2 fiches Le Comité sectoriel a reporté ces travaux après le dépôt du rapport du CEFRIO sur l'évolution des profils de compétences des métiers.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Plan de communication (suite)	Améliorer le référencement sur le Web, la visibilité des métiers sur les réseaux sociaux pointant et la fréquentation sur le site <i>Clicemplois.net</i> .	<i>Google, Youtube, Vimeo, DailyMotion, Facebook, Instagram et Snapchat</i>	2.5 K	N	Le Comité sectoriel a reporté ces travaux après le dépôt du rapport du CEFRIO sur l'évolution des profils de compétences des métiers. Facebook, Twitter, Instagram, Vimeo et Dailymotion : environ 5000. Youtube : 500 000 visionnements depuis 12 ans (+15 000 depuis un an), largement une clientèle jeunesse. LinkedIn : 325 dirigeants et gestionnaires d'entreprises de l'industrie Achalandage du portail Clicemplois.net : 2100 utilisateurs, une légère baisse par rapport à l'an dernier. Le report du référencement et de la production de nouveaux contenus sur les métiers de l'avenir explique l'écart. Mais il faut considérer le fait que l'administrateur de la plateforme qui gère l'envoi de questionnaires sur les besoins de main-d'œuvre et de formation a rejoint 1400 entreprises. Et l'infolettre électronique Clicemplois a diffusé des contenus à quelques milliers de partenaires du marché du travail. Plus des informations envoyées via Courrielleur.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Plan de communication (suite)	Personnaliser le réseautage et le partenariat avec les organismes d'employabilité et d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes-réfugiées.	Rejoindre 4 organismes nationaux regroupant environ 350 organismes dans toutes les régions du Québec. Visibilité dans l'outil d'orientation Repères et sur le site Place aux jeunes (50 000 personnes)	0,0 K	R	4 / 4 organismes nationaux (AXTRA, RSSMO, TCRI, emploisregions.ca)		
				R	2 blogues dans les deux sites de Repères. Place aux jeunes en région : amorce de pourparlers.		
	Pousser davantage sur les métiers en demande et émergents à saveur technologique dans l'industrie auprès des conseillers d'information scolaire et d'orientation.	1 publicité dans le magazine du congrès de l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle (AQISEP) 1 page métiers émergents dans le fascicule Carrières d'avenir des Éditions Septembre Participation aux ateliers du Colloque de Quariera	7.5 K	R	1 / 1 pub		
				N	Le Comité sectoriel a reporté ces travaux après le dépôt du rapport du CEFRIQ sur l'évolution des profils de compétences des métiers.		
				R	Présentation de l'outil de recherche de main-d'œuvre immigrante en milieu manufacturier conçu avec l'organisme Promis et emploisregions.ca.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrite R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Plan de communication (suite)	Produire une trousse de l'employeur de choix comprenant des outils de résolution de problèmes permettant aux participants de l'enquête salariale 2018 (et aux autres manufacturiers) de mieux faire face aux difficultés de recrutement, d'attraction, d'intégration et de rétention des travailleurs, si le groupe de travail sur la question (pages 8-9) y donne suite.	Synthèse des solutions aux causes et aux problèmes de main-d'œuvre exprimés dans le diagnostic sectoriel 2018 Grille d'analyse de résolution de problèmes permettant d'identifier les problématiques de main-d'œuvre observées Guide sur les bonnes pratiques Fascicule sur les étapes d'embauche des personnes immigrantes		R R R R	Matériel remis à l'équipe de l'animation Grisvert en prévision de la conférence exploratoire de mars 2020, qui a avorté en raison du coronavirus. Matériel remis à l'équipe de l'animation Grisvert en prévision de la conférence exploratoire de mars 2020, qui a avorté en raison du coronavirus. En cours de modélisation. https://www.solutionsrh.net/doc/Nappe-ron-Complement-20200528.pdf		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrire R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Réaliser une activité de planification stratégique triennale	Consulter les manufacturiers sur leurs préoccupations en matière de main-d'œuvre et les pistes d'action pouvant être sous forme d'une conférence exploratoire.	Organiser un événement à l'automne 2019.	30 K Enveloppe spécifique pour une planification stratégique	R	Le Comité sectoriel a reporté l'activité annulée une semaine avant la tenue de l'événement à Saint-Hyacinthe en raison de la Covid-19. Une cinquantaine d'entreprises et une quinzaine de partenaires y étaient inscrits, soit environ 120 personnes. C'est reporté probablement au printemps ou à l'automne 2021.		
		Livrer un rapport d'activité.		N	C'est reporté probablement au printemps ou à l'automne 2021.		
		Produire un plan d'action triennal 2020-2023.		R	Production d'un portrait macroéconomique de l'industrie et des trois secteurs d'activité, travaux non indiqués dans le Plan d'action.		
Activité non prévue au Plan d'action	Production et gestion de contenus durant la crise du coronavirus entre mars et mai 2020	Veille de l'information. Participation à des webinaires de partenaires. Création d'une page Covid-19. Rédaction de messages envoyés aux entreprises par Courrielleur. Préparation d'un sondage sur la reprise des activités. Promotion des mesures gouvernementales, dont le PACME.		R	Mandat terminé.		
				R	Avec trois réunions de la cellule de crise du CA.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Légende R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Activité non prévue au Plan d'action	Participation à des visites industrielles et de salons technologiques en Allemagne avec les membres de l'AFDICQ	Prendre connaissance des technologies applicables à l'industrie 4.0 pour notre secteur d'activité. Évaluer les impacts de ces technologies sur les métiers présents et futurs.		R	Lancer une démarche de diagnostic 4.0 pour les entreprises présentes au Québec. Diagnostic auprès de 294 entreprises au Québec avec le CEFRIO.		
Affaires courantes en communication	Mettre à jour des répertoires des métiers, des programmes de formation, des publications, des entreprises.	100 pages dans <i>Clicemplois.net</i> 50 pages dans <i>Solutionsrh.net</i> 500 entreprises (veille en continu des besoins, enquête salariale, contacts dans l'analyse des besoins, l'organisation d'activités de formation)		P P R	Répertoire des employeurs mis à jour dans la foulée de l'enquête du CEFRIO sur la maturité numérique dans l'industrie. Dix pages de <i>Clicemplois.net</i> actualisées, puisque les fiches métiers et formations seront refondues après le dépôt du rapport du CEFRIO. 10 pages à jour dans les sections publications, formations, aide financière, sans parler de la page d'accueil principale. Achalandage : 1400 utilisateurs, une hausse de 10 % par rapport à l'an dernier. 350 / 500 (contacts téléphoniques et visites) dans le cadre des activités courantes du Comité sectoriel. Plus 1200 entreprises jointes par la firme BIP. Recherche lors du sondage (téléphone et Web) du CEFRIO sur la maturité numérique. Parmi les quelque 300 répondants, plus de 200 feront l'objet d'une relance en 2020-2021 à leur demande.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrite R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Affaires courantes en communication (suite)	Produire et livrer des publications (papier et numériques) destinées aux entreprises, aux agents d'information d'Emploi-Québec et du MEES, aux organismes d'employabilité et aux représentants syndicaux.	1 numéro dans l'infolettre électronique <i>InfoClicemplois</i> à l'intention de quelque 2500 personnes (Emploi-Québec, MEES, etc.)		R	1 / 1		
		2 numéros du bulletin imprimé <i>InfoMain-d'œuvre</i> distribué à 2500 exemplaires aux entreprises et partenaires		P	1 / 2 La Covid-19, l'organisation de la conférence exploratoire et la préparation du diagnostic 4.0 n'ont pas permis d'en produire deux.		
		1 numéro dans l'infolettre électronique <i>InfoClicemplois</i> diffusée à 1500 manufacturiers		R	1 / 1		
		5 publicités envoyées par courriel à 250 personnes suscitant la participation à des activités de reconnaissance, de formation de PAMT, de compagnons et de superviseurs		R	20 / 5		
		1 plan d'action annuel		R	1 / 1		
		1 rapport annuel		R	1 / 1		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrite R - N - P ¹	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Affaires courantes en communication (suite)		1 diagnostic sectoriel en continu sur la base des entreprises visitées et contactées, de la collecte d'informations recueillies par questionnaire et d'une compilation de données macroéconomiques		P	1 / 1 L'organisation de la conférence exploratoire (avortée en mars en raison de la Covid-19) et la préparation du diagnostic 4.0 du CEFRIO à l'automne 2019 ont limité l'effort opérationnel affecté à la veille en continu et à la compilation des données. Plus 1200 entreprises jointes par la firme BIP. Recherche lors du sondage (téléphone et Web) du CEFRIO sur la maturité numérique. Parmi les quelque 300 répondants, plus de 200 feront l'objet d'une relance en 2020-2021 afin d'évaluer leurs besoins de main-d'œuvre et de compétences. On pourrait sans doute améliorer notre performance.		
Activité non prévue au Plan d'action	Veille des outils numériques 4.0, d'une cellule manufacturière d'automatisation collaborative Gears-HUB et du projet d'une usine bleue.	Regroupement des entreprises en automatisation industrielle (REAL)		P	Le positionnement se poursuit dans la foulée de la remise du rapport du CEFRIO sur la maturité numérique et l'adaptation de la main-d'œuvre.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, directions régionales de Services Québec et centres locaux d'emploi, CRPMT, CC, MEES, MIDI, MESI, association sectorielle.

A grayscale image of an industrial robotic arm, likely a KUKA model, reaching out from the left side of the frame. The arm is overlaid with a faint, white network of interconnected nodes and lines, suggesting a digital or data-driven theme. The background is a light gray with a subtle geometric pattern. A dark blue diagonal shape is visible in the top left corner.

ANNEXES

ANNEXE

1

SOMMAIRE DES COLLABORATIONS DU CSMO AVEC LES PARTENAIRES SECTORIELS, DE L'ÉDUCATION, DES DIRECTIONS RÉGIONALES DE SERVICES QUÉBEC ET DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI, DES CONSEILS RÉGIONAUX DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL (CRPMT) ET DES COMITÉS CONSULTATIFS (CC)

Nom de l'organisme	Nature de la collaboration
Partenaires sectoriels (grappes industrielles, créneaux ACCORD, autres structures sectorielles)	
Accord Centre-du-Québec Accord Mauricie-Lanaudière SIB Estrie Créneau Excellence Bois	
Partenaires de l'éducation	
Inovem École du meuble CS Beauce-Appalaches SAE Centre-du-Québec CFP des Patriotes CFP des Moulins	
Partenaires des directions régionales de Services Québec et des centres locaux d'emploi, des CRPMT et des CC.	
Direction régionale d'Emploi-Québec de Lanaudière Direction régionale d'Emploi-Québec du Centre-du-Québec Direction régionale d'Emploi-Québec de Laval Direction régionale d'Emploi-Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean Direction régionale d'Emploi-Québec du Bas-Saint-Laurent Direction régionale d'Emploi-Québec de la Jamesie Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Outaouais	

ANNEXE

2

Objectif : Dresser une liste exhaustive de toutes les actions conjointes réalisées avec des CRPMT, CSMO, CC et CEM de votre reddition de comptes 2019-2020

Nom de l'activité	Partenaires du Réseau en collaboration (CSMO, CC, CRPMT et CEM)	Objectif	Description de l'activité réalisée • Détails sur l'activité; • Clientèle(s) desservie(s); • Région(s) desservie(s) • Durée de l'activité	Résultats obtenus et retombées	Nombre (si applicable)	
					Entreprises	Participants
1. Grand RDV RH	13 CSMO manufacturiers	Promouvoir des pratiques RH novatrices	Colloque tenu à Saint-Hyacinthe avec la présence de 350 personnes	Participation de 16 entreprises avec 28 inscriptions en provenance de notre secteur	16	28
2. Mécanique industrielle	CSMO Caoutchouc	Perfectionner des personnes en emploi qui interviennent comme électromécanicien et mécanicien industriel	Formation sur mesure offerte par la CS des Sommets et le cégep de Sherbrooke	Participation de 2 entreprises du secteur et de 3 travailleurs	2	3
3. Salon emploi main-d'œuvre immigrante	5 CSMO	Offrir des emplois en région à la main-d'œuvre immigrante de la région de Montréal	En collaboration avec deux organismes d'employabilité des personnes immigrantes, faire venir 350 personnes immigrantes pour les encourager à occuper un emploi dans 35 entreprises régionales	Participation de 5 entreprises du secteur	5	350

ANNEXE

3

Objectif : Identifier deux réalisations distinctes (terminées) les plus significatives de votre reddition de comptes 2019-2020 qui s'inscrivent dans le cadre du plan d'action concerté en adéquation formation-compétences-emploi de la CPMT et de son réseau de partenaires

Nom de l'activité	Objectif	Description de l'activité réalisée • Détails sur l'activité; • Clientèle(s) desservie(s); • Région(s) desservie(s) • Durée de l'activité	Résultats obtenus et retombées	Principaux collaborateurs	Nombre (si applicable)	
					Entreprises	Participants
1. Diagnostic sur la maturité numérique	Connaître le degré de maturité numérique des entreprises du secteur et l'impact sur l'emploi et les compétences	Action 1.2.1 : Effectuer une veille pour identifier les compétences et les qualifications dont la main-d'œuvre québécoise aura besoin.	Diagnostic auprès de 294 manufacturiers	CEFRIO	294	
2. AEP assemblage de portes et fenêtres	Permettre à des personnes sans diplôme de formation d'obtenir, par la voie de l'alternance travail-études, une AEP en assemblage de portes et fenêtres	Action 3.2.2 : Soutenir la réponse aux besoins des entreprises en matière de développement et d'actualisation des compétences, notamment dans les petites entreprises.	30 personnes recevront un diplôme d'études professionnelles	CFP des Patriotes CFP des Moulins	3	30

A background image featuring a robotic arm in a light blue-grey tone, reaching towards the right. Overlaid on the arm and the background is a network of white lines connecting various points, suggesting a digital or technological theme. The top of the page has a dark blue geometric shape.

RAPPORT du vérificateur

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2020

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2020



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2020

SOMMAIRE

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1
--	----------

ÉTATS FINANCIERS

Bilan	4
Évolution de l'actif net	5
Résultats	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme **COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2020, et les états des résultats, l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris de résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de l'organisme **COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE** pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 19 juin 2019.



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Roland Naccache et Associés
Par Roland Naccache, CPA auditeur, CA

Roland Naccache, CA auditeur
Montréal (Québec)
Le 19 juin 2020

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET
DES ARMOIRES DE CUISINE**

**BILAN
AU 31 MARS 2020**

	2020	2019
	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	676 631	553 808
Comptes clients et autres créances - note 3	23 220	24 970
Subventions à recevoir - note 4	204 367	75 896
Frais payés d'avance non reliés à l'Entente-cadre	11 620	13 078
	915 838	667 752
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 5	8 566	12 082
	924 404	679 834
PASSIF		
À COURT TERME		
Fournisseurs et frais courus - note 6	165 666	85 129
Subventions reportées - note 4	507 871	359 834
Réserve budgétaire - note 7	25 000	25 000
	698 537	469 963
SUBVENTIONS REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 8	8 566	11 909
	707 103	481 872
ACTIF NET		
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	-	173
AFFECTIATION INTERNE - note 9	63 773	63 773
AFFECTATION EXTERNE - note 10	142 154	132 324
NON AFFECTÉ	11 374	1 692
	217 301	197 962
	924 404	679 834

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, administrateur

_____, administrateur

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET
DES ARMOIRES DE CUISINE**

**ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020**

	Investis en immobi- lisations	Affecté - d'origine interne - note 9	Affecté - d'origine externe - note 10	Non affecté	2020	2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	173	63 773	132 324	1 692	197 962	182 931
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges *	(173)	-	-	19 512	19 339	15 031
Affectation externe - note 10	-	-	9 830	(9 830)	-	-
SOLDE À LA FIN	-	63 773	142 154	11 374	217 301	197 962

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

*** Le solde correspond à :**

Amortissement des immobilisations corporelles	(3 516)
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>3 343</u>
	<u>(173)</u>

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET
DES ARMOIRES DE CUISINE**

**RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020**

	2020	2019
	\$	\$
PRODUITS		
Subventions MTESS - note 11	1 116 593	577 400
Revenus générés	67 512	106 230
Revenus autonomes	9 508	-
	1 193 613	683 630
CHARGES		
Salaires et charges sociales	305 390	288 005
Frais de conférences et salons	325 408	111 856
Honoraires de consultants	290 875	73 706
Loyer	39 882	43 532
Imprimerie et graphisme	32 920	36 631
Déplacements	30 259	25 043
Frais de réunions	26 202	13 131
Honoraires professionnels	17 477	17 800
Documentation	15 594	2 808
Téléphone et communications	10 712	9 313
Taxes de ventes non remboursées	9 717	3 005
Travaux à forfait	9 633	6 605
Frais de bureau	7 307	3 838
Frais de courtier	5 852	5 832
Électricité	4 408	6 259
Entretien et réparations	4 387	2 657
Assurances	3 296	3 123
Frais bancaires	2 463	1 588
Publicité et promotions	1 959	1 714
Taxes et permis	1 075	1 241
Frais de représentation	52	75
Frais de formation	-	1 460
Frais de gestion	25 890	2 239
Amortissements des immobilisations corporelles	3 516	7 138
	1 174 274	668 599
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	19 339	15 031

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET
DES ARMOIRES DE CUISINE**

**FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020**

	2020	2019
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	19 339	15 031
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissements des immobilisations corporelles	3 516	7 138
Moins: Amortissements des subventions reportées afférentes aux immobilisations corporelles	(3 343)	(6 619)
	19 512	15 550
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes clients et autres créances	1 750	(296)
Subventions à recevoir	(128 471)	93 101
Frais payés d'avance	1 458	(59)
Fournisseurs et frais courus	80 537	(64 131)
Subventions reportées	148 037	359 834
	103 311	388 449
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	122 823	403 999
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	122 823	403 999
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	553 808	149 809
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	676 631	553 808
Représentée par:		
Encaisse	676 631	553 808

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2020

1 FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec) et est exempté d'impôts.

Son objectif est le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les secteurs des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine.

2 MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes;

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la durée de vie des immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Le recouvrement des débiteurs et des subventions à recevoir est également sujet à certaines estimations et hypothèses. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus générés et autonomes sont constatés à titre de produits lorsque les activités ont lieu.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2020**

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Contribution des Partenaires

L'organisme a pour politique d'omettre la valeur des services rendus sans rétribution par les Partenaires, lesquels services doivent être considérés comme partie intégrante des activités de l'organisme. Pour le présent exercice, il est impossible d'auditer l'évaluation des services fournis gratuitement par les Partenaires. Si un audit de l'évaluation monétaire avait été possible, ce montant aurait été appliqué aux postes de produits et charges appropriés.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients et autres créances, à l'exception des sommes à recevoir de l'État et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et frais courus, à l'exception des sommes à remettre à l'État, et de la réserve budgétaire.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur de l'apport. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon la méthode et la durée indiquée ci-dessous. Elles sont aussi soumises à des tests de dépréciation.

<u>Description</u>	<u>Méthode</u>	<u>Taux</u>
Mobilier et équipement	Amortissement dégressif	20%
Matériel informatique	Amortissement dégressif	30%

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2020**

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque les circonstances indiquent qu'ils ne contribuent plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui sont associés aux actifs à long terme est inférieure à leur valeur comptable nette. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur ou sur son coût de remplacement. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises.

Ventilation des charges

L'organisme exerce principalement ses activités dans le domaine du développement et la formation de la main-d'œuvre dans le secteur des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine par l'intermédiaire de séminaires et de conférences. Le coût de ces activités se compose principalement des frais directs, notamment les honoraires professionnels, le matériel de formation, etc.

L'organisme impute une partie des charges administratives aux activités, selon une clé de répartition qu'il a jugée adaptée à chaque type de charges et qu'il utilise avec constance année après année. Les charges liées à la gouvernance et à l'administration générale ne sont pas ventilées; les autres charges sont ventilées entre les charges d'administration et les charges des activités au prorata des heures consacrées à l'administration et aux activités.

3 COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2020	2019
	\$	\$
Comptes clients et autres créances	22 058	24 970
Sommes à recevoir de l'État	1 162	-
	23 220	24 970

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2020**

4 SUBVENTIONS À RECEVOIR (REPORTÉES)

Les subventions à recevoir représentent des ressources dépensées non reçues au cours de l'exercice. Les subventions reportées représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice, considérées et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des subventions à recevoir (reportées) sont les suivantes:

	Solde 31 mars 2019 \$	Octroi (Rembour- sement) \$	Constaté à titre de produits \$	Solde 31 mars 2020 \$
DDCIS				
Entente-cadre	38 311	359 271	408 000	87 040
Coordonateur à la formation VII	37 585	37 585	-	-
Coordonateur à la formation VIII	-	37 865	74 687	36 822
Planification stratégique	-	15 000	22 516	7 516
Diagnostic sectoriel	-	25 000	50 000	25 000
FDRCMO - Projets				
Formation des compagnons IV	(14 979)	-	62 968	47 989
Formation des contremaîtres II	(65 714)	-	29 176	(36 538)
AEP en assemblage de portes et fenêtres	(279 141)	106 319	385 460	-
AEP en assemblage de portes et fenêtres II	-	379 400	65 421	(313 979)
Promotion RCMO	-	30 264	645	(29 619)
Prestation RCMO	-	21 094	10 825	(10 269)
Formation métier remboureur de meubles	-	41 881	3 552	(38 329)
Formation pour les couturiers de meubles	-	79 137	-	(79 137)
	(283 938)	1 132 816	1 113 250	(303 504)

5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020	2020	2019	2019
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Mobilier et équipement	51 256	49 407	1 849	3 082
Matériel informatique	90 039	83 322	6 717	9 000
	152 869	144 303	8 566	12 082

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2020**

6 FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS

	2020	2019
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	78 897	5 651
Prime de séparation courus	44 740	40 990
Salaires et vacances	39 079	34 453
Sommes à remettre à l'État	2 950	4 035
	165 666	85 129

7 RÉSERVE BUDGÉTAIRE

L'Entente-cadre signée avec le MTESS prévoit que tous les excédents de subventions sur les dépenses sont remboursables au MTESS à la réception d'un avis à cet effet. Toutefois, après analyse de la situation et des besoins du Comité, le MTESS peut autoriser ce dernier à utiliser ces excédents pour un exercice financier subséquent ou pour se constituer une réserve budgétaire d'un montant n'excédant pas 25 000 \$. Cette réserve est remboursable sur demande.

8 SUBVENTIONS REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les subventions reportées afférentes aux immobilisations représentent les subventions affectées ayant servi à l'acquisition de nouvelles immobilisations. L'amortissement est établi aux mêmes conditions que les immobilisations afférentes. Les variations survenues dans le solde des subventions reportées pour l'exercice sont les suivantes:

	2020	2019
	\$	\$
Solde d'ouverture	11 909	18 528
Moins : montants amortis dans les résultats	(3 343)	(6 619)
Solde de clôture	8 566	11 909

9 AFFECTATION INTERNE

Le Conseil d'administration a résolu de créer des affectations internes dont les objets sont d'accumuler des sommes permettant d'effectuer les dépenses futures prévues par l'organisme. Le fonds de réserve maintenu à 63 773 \$ provenait des surplus accumulés avant que le comité ne soit constitué en société selon la partie III de la loi sur les compagnies du Québec. L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE
ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2020**

10 AFFECTATION EXTERNE

À la fin de l'exercice, les revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées (Entente-cadre et FDRCMO) de 9 830 \$, sont comptabilisés dans les revenus de l'exercice et sont présentés comme une affectation externe dans l'actif net.

11 SUBVENTIONS MTESS

	2020	2019
	\$	\$
DDCIS		
Entente-cadre	408 000	400 000
Coordonateur à la formation VII	-	75 450
Coordonateur à la formation VIII	74 687	-
Planification stratégique	22 516	-
Diagnostic sectoriel	50 000	-
	555 203	475 450
 FDRCMO - Projets		
Formation des compagnons III	-	(4 044)
Formation des compagnons IV	54 994	33 928
Formation des contremaîtres	-	(25 799)
Formation des contremaîtres II	29 111	8 370
AEP en assemblage de portes et fenêtres	367 609	73 155
AEP en assemblage de portes et fenêtres II	65 421	-
Promotion RCMO	645	-
Prestation RCMO	10 825	-
Formation métier remboureur de meubles	3 552	-
Frais de gestion	25 890	9 721
	558 047	95 331
 Amortissements des subventions reportées afférentes aux immobilisations corporelles	 3 343	 6 619
	1 116 593	577 400

12 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme s'est engagé en vertu d'un bail de 7 ans débutant le 1er février 2014 et se terminant le 31 janvier 2021, avec une option de renouvellement de 5 ans pour ses espaces à bureau. Le loyer minimal futur pour le prochain exercice est de 30 373 \$.

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2020

13 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses fournisseurs et frais courus. Les fournisseurs et charges à payer sont généralement payés sur une courte période.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux comptes clients et autres créances, à l'exception des sommes à recevoir de l'État et aux subventions à recevoir. L'organisme effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et n'a pratiquement jamais de mauvaises créances et les subventions proviennent d'organismes reconnus et font l'objet d'ententes.

14 CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres donnés aux fins de comparaison ont été audités par un autre auditeur et certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice courant.

ANNEXE AU RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT - 2019-2020

PARTIE 1 BUDGET DU COMITÉ (voir le guide page 2)

BUDGET SELON L'ENTENTE-CADRE	
Initial accordé :	408 000.00
Modifié autorisé (le cas échéant) :	

PARTIE 2 ÉTAT DES DÉPENSES SELON LES SOURCES DE REVENU (voir le guide page 2)

2.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MTESS) - DDCIS

Contribution totale réclamée et encaissée au 31 mars 2020	320 960.00
Contribution totale réclamée mais encaissés après le 31 mars 2020 (dernière tranche)	87 040.00
Contribution totale réclamée pour l'exercice :	408 000.00
Réserve budgétaire DDCIS disponible de l'année antérieure (s'il y a lieu) (voir le guide page 2)	25 000.00
TOTAL DES SOMMES DISPONIBLES :	433 000.00

2.2 UTILISATIONS DES SOMMES DISPONIBLES (voir le guide page 2)

2.2.1 DÉPENSES DE L'EXERCICE (selon la comptabilité d'exercice)

	BUDGET PRÉVU	COÛT RÉEL
- Frais de fonctionnement		
Masse salariale associée au fonctionnement du comité	224 000.00	224 851.00
Autres frais de fonctionnement	184 000.00	183 149.00
Amortissement des immobilisations		3 342.00
Total - Fonctionnement :	408 000.00	411 342.00
- Frais d'activités		
Total - Activités :	0.00	0.00
Grand Total des sommes dépensées :	408 000.00	411 342.00

2.2.2 AUTRES UTILISATIONS DES SOMMES DISPONIBLES

- Immobilisation		
Plus : Investissements de l'exercice		
Moins : Amortissement des apports reportés de l'exercice		3 342.00
- Frais payés d'avance		
Plus : Utilisation de l'exercice des sommes disponibles		
Moins : Frais payés d'avance d'exercices antérieurs passés en charge dans l'exercice (fonctionnement)		
Moins : Frais payés d'avance d'exercices antérieurs passés en charge dans l'exercice (activités)		
- Autres		
Plus : (spécifiez)		
Moins : (spécifiez)		
Total - Variation de l'exercice :		-3 342.00
UTILISATION TOTALE DES SOMMES DISPONIBLES :		408 000.00

EXCÉDENT (voir le guide page 3)	1.	Solde non utilisé des sommes disponibles	(4-13)	25 000.00	14
	2.	Moins la réserve budgétaire maximale autorisée selon l'Entente-cadre		25 000.00	
	3.	Montant remboursable à la DDCIS le cas échéant (excédent du 25 000 \$)		0.00	
	4.	Réserve budgétaire disponible pour l'exercice suivant*		25 000.00	15

*Si le solde de la réserve budgétaire disponible est positif, ce montant doit être présenté au bilan dans les apports reportés afférents au fonctionnement

2.3 REVENUS GÉNÉRÉS DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS SUBVENTIONNÉES
(Fonds affectés non inclus dans la réserve budgétaire de l'entente-cadre, guide p. 3)

SOLDE DES REVENUS GÉNÉRÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	132 324.00
--	------------

Plus: -- FRAIS DE GESTION FDRCMO DE L'EXERCICE

Voir la ventilation des projets au point 2.6

Frais de gestion FDRCMO - total :	25 890.00
--	------------------

16

-- AUTRES REVENUS GÉNÉRÉS (Précisez la nature)

Revenus d'inscriptions - Formation des contrenâtres (5,26)	20 000.00
Revenus d'inscriptions - Formation des compagnons (5,27)	33 200.00
Revenus d'inscriptions - AEP assembleur portes et fenêtres (5,32)	7 000.00
Revenus d'intérêts	3 887.00
Revenus de location	3 305.00
Autres	120.00
Autres revenus générés - total :	

Autres revenus générés - total :	67 512.00
---	-----------

17

TOTAL - REVENUS GÉNÉRÉS :	93 402.00
----------------------------------	------------------

Moins : Frais reliés aux revenus générés

-- FRAIS DE GESTION FDRCMO

[illegible]

Frais de gestion FDRCMO - total :	25 890.00
--	-----------

18

-- AUTRES FRAIS reliés aux revenus générés

Dépenses autonomes - (5,25)	14 800.00
Dépenses autonomes - (5,26)	2 357.00
Dépenses autonomes - (5,27)	39 796.00
Dépenses autonomes - (5,32)	556.00
Dépenses autonomes	173.00
Autres frais reliés aux revenus générés - total :	

Autres frais liés aux revenus générés - total :	57 682.00
--	------------------

19

TOTAL - FRAIS RELIÉS AU REVENUS GÉNÉRÉS	83 572.00
--	------------------

SOLDE DES REVENUS GÉNÉRÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	142 154.00
---	-------------------

VARIATION DE L'EXERCICE	FDRCMO :	(16-18)	0.00
	Autres :	(17-19)	<u>9 830.00</u>
	Total :		9 830.00

2.4 - AUTRES PROJETS SPÉCIFIQUES – Contribution financière du MTESS-DDCIS (voir le guide page 4)

1. Titre du projet :	Coordonateur à la formation 18-19 (4,11)	Contribution accordée :	75 730.00
N° contrat/entente :	574 168-1	Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :	37 585.00	75 450.00
	Dépenses réelles :	0.00	75 450.00
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-
2. Titre du projet :	Coordonateur à la formation 19-20 (4,12)	Contribution accordée :	75 730.00
N° contrat/entente :	615 375-1	Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :	37 865.00	37 865.00
	Dépenses réelles :	74 687.00	74 687.00
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	(36 822.00)	(36 822.00)
3. Titre du projet :	Diagnostic sectoriel (4,13)	Contribution accordée :	50 000.00
N° contrat/entente :	633 024-1	Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :	25 000.00	25 000.00
	Dépenses réelles :	50 000.00	50 000.00
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	(25 000.00)	(25 000.00)
4. Titre du projet :	Planification stratégique 2020-2023 (4,14)	Contribution accordée :	30 000.00
N° contrat/entente :	633 510-1	Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :	15 000.00	15 000.00
	Dépenses réelles :	22 516.00	22 516.00
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	(7 516.00)	(7 516.00)
5. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :		
	Dépenses réelles :		
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-
6. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :		
	Dépenses réelles :		
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-
7. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :		
	Dépenses réelles :		
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-
8. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :		
	Dépenses réelles :		
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-
9. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :		
	Dépenses réelles :		
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-

Sommaire	Subvention reçue :	115 450.00	Total à reporter :	0.00	24
Projets spécifiques DDCIS	Dépenses réelles :	147 203.00	Total (à recevoir) :	(69 338.00)	25

2.5 - PROJET MAJEUR – Contribution financière (voir le guide page 4)

1. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
	Subvention reçue :		
	Dépenses réelles :		
	Solde à reporter :	-	-
	ou à recevoir :	-	-

Sommaire	Subvention reçue :	0.00	Total à reporter :	0.00	26
Projet majeur	Dépenses réelles :	0.00	Total (à recevoir) :	0.00	27

2.6 - PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE (FDRCMO) (voir le guide page 5)

1. Titre du projet :	DEP en assemblage de portes et fenêtres (5,25)	Contribution accordée :	678 890.00
N° contrat/entente :	0081-19660	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	17 851.00	Subvention reçue :	440 764.00
		Dépenses réelles :	440 764.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	-
		ou à recevoir :	-
2. Titre du projet :	Formation des contrenâtres (5,26)	Contribution accordée :	134 697.00
N° contrat/entente :	0081-20081	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	65.00	Subvention reçue :	67 349.00
		Dépenses réelles :	37 481.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	29 868.00
		ou à recevoir :	-
3. Titre du projet :	Formation des compagnons (5,27)	Contribution accordée :	88 922.00
N° contrat/entente :	0081-20638	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	7 974.00	Subvention reçue :	44 461.00
		Dépenses réelles :	88 922.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	-
		ou à recevoir :	(44 461.00)
4. Titre du projet :	Promotion de la RCMO (5,28)	Contribution accordée :	55 024.00
N° contrat/entente :	0081-21367	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Subvention reçue :	27 512.00
		Dépenses réelles :	645.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	26 867.00
		ou à recevoir :	-
5. Titre du projet :	Prestation de la RCMO (5,29)	Contribution accordée :	38 353.00
N° contrat/entente :	0081-21368	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Subvention reçue :	19 177.00
		Dépenses réelles :	10 825.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	8 352.00
		ou à recevoir :	-
6. Titre du projet :	Formation métier rembourreur de meubles (5,30)	Contribution accordée :	76 146.00
N° contrat/entente :	0081-21522	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Subvention reçue :	38 073.00
		Dépenses réelles :	3 552.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	34 521.00
		ou à recevoir :	-
7. Titre du projet :	Formation couturiers de meubles	Contribution accordée :	143 884.00
N° contrat/entente :	0081-21521	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Subvention reçue :	71 942.00
		Dépenses réelles :	0.00
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	71 942.00
		ou à recevoir :	-
8. Titre du projet :	AEP assembleur portes et fenêtres (5,32)	Contribution accordée :	725 818.00
N° contrat/entente :	0081-22015	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Subvention reçue :	362 909.00
		Dépenses réelles :	65 420.50
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	297 488.50
		ou à recevoir :	-
9. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :			
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	-
		ou à recevoir :	-
10. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :			
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	-
		ou à recevoir :	-
11. Titre du projet :		Contribution accordée :	
N° contrat/entente :		Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :			
	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion		
		Solde à reporter :	-
		ou à recevoir :	-

2.6 - PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE (FDRCMO) Suite

12. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
13. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
14. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
15. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
16. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
17. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion reçus		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
18. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
19. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
20. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-
21. Titre du projet :				Contribution accordée :	
N° contrat/entente :				Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion		Les montants de	Subvention reçue :		
pour l'exercice :		cet encadré	Dépenses réelles :		
		<u>excluent</u> les frais		Solde à reporter :	-
		de gestion		ou à recevoir :	-

Sommaire Projets FDRCMO	Subvention reçue :	620 932.00	Total à reporter :	469 038.50	28
	Dépenses réelles :	532 156.50	Total (à recevoir) :	(44 461.00)	29
	Frais de gestion :	25 890.00			30
	Dép. réelles + Frais de gestion :	558 046.50			31

2.7 SOMMAIRE 2.4 à 2.6	Subvention reçue :	736 382.00	Total à reporter :	469 038.50
	Dépenses réelles :	679 359.50	Total (à recevoir) :	(113 799.00)

2.8 - SOMMAIRE DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE (voir le guide page 5)

2.8.1 - DDCIS - Entente-cadre

Revenus			
Subvention DDCIS selon l'Entente-cadre - Frais de fonctionnement	(5-13+2-8-10a)	408 000.00	32
Subvention DDCIS selon l'Entente-cadre - Frais d'activités	(6-10b-12)	0.00	33
Sous-total :		408 000.00	34
Utilisation (augmentation) de la réserve budgétaire	(13-2)	0.00	35
Immobilisations - Amortissement des apports reportés de l'exercice	(8)	3 342.00	36
Frais payés d'avance de l'exercice antérieur passés en charge	(10a+10b)	0.00	37
Autres :	(12-11)	0.00	38
Total - Revenus		411 342.00	39
Dépenses			
Dépenses de fonctionnement	(5)	411 342.00	40
Dépenses d'activités	(6)	0.00	41
Total - Dépenses		411 342.00	42
Excédent (insuffisance) - DDCIS Entente-cadre		0.00	43

2.8.2 - DDCIS - Autres projets spécifiques

Revenus - Subvention DDCIS - autres projets spécifiques	(25)	147 203.00	44
Dépenses - Activités DDCIS autres projets spécifiques	(25)	147 203.00	45
Excédent (insuffisance) - Autres projets spécifiques		0.00	46

2.8.3 - Projets majeurs (PM)

Revenus - Subvention - PM	(27)	0.00	47
Dépenses - Activités - PM	(27)	0.00	48
Excédent (insuffisance) - Projet(s) majeur(s)		0.00	49

2.8.4 - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (FDRCMO)

(Excluant les frais de gestion inscrits à la section 2.3)

Revenus - Subventions FDRCMO	(29)	532 156.50	50
Dépenses - Activités subventions FDRCMO	(29)	532 156.50	51
Excédent (insuffisance) - FDRCMO		0.00	52

2.8.5 - Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées

Revenus - générés par les frais de gestion du FDRCMO	(16)	25 890.00	53
- Autres revenus générés	(17)	67 512.00	54
Dépenses - Reliées aux frais de gestion du FDRCMO	(18)	25 890.00	55
- Autres frais reliés aux revenus générés	(19)	57 682.00	56
Excédent (insuffisance) - Revenus générés		9 830.00	57

2.8.6 - Autres subventions -- précisez la provenance des revenus - ex : Services Québec et autres ministères

Revenus -			58
Dépenses - Activités Autres subventions			59
Excédent (insuffisance) - Autres subventions		0.00	60

2.8.7 - Autres - Revenus autonomes non reliés à une subvention - Ces montants excluent les frais de gestion du FDRCMO

Précisez la nature des revenus - ex.: cotisations des membres, etc.

Revenus - Revenu d'inscription au Grand rendez-vous RH et Salon Emploi		9 508.00	61
Dépenses - Frais reliés aux revenus autonomes			62
Excédent (insuffisance) - Revenus autonomes		9 508.00	63

2.8.8 - SOMMAIRE - Résultats de l'exercice *

Total des Revenus -		1 193 611.50	64
Total des Dépenses -		1 174 273.50	65
Excédent (insuffisance) - Résultats de l'exercice *		19 338.00	66

* Ce sommaire doit concorder avec l'état des résultats audité. Sinon, explication :

PARTIE 3 CONTRIBUTION DU SECTEUR 10 % (voir le guide page 5)

La contribution du secteur doit représenter 10 % du total de la subvention de l'entente-cadre. Pour ce comité, il s'agit de :		40 800.00	67
Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées :	(54)	67 512.00	68
Revenus autonomes non liés à une subvention :	(61)	9 508.00	69
Autres utilisations des sommes disponibles :	(12)	0.00	70
Moins : Montants non admissibles dans la contribution du secteur (10 %) (ex : contribution non monétaire, subvention, revenu hors-Québec, etc.)		3 305.00	71
Utilisation de l'actif net à titre de contribution du secteur :	(case 66 si négatif)	0.00	72
* Pour le présent exercice, la contribution du comité s'élève à :	18.1%	73 715.00	73

*Si l'objectif n'est pas atteint pour le présent exercice, complétez le document "Contribution du secteur 10 % - Explication"

PARTIE 4 ESTIMATION EN \$ DE LA CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AU COMITÉ POUR L'EXERCICE (voir le guide page 6)

DONNÉE OBLIGATOIRE Précisez la nature de la contribution (ex.: rémunération, frais de déplacement, locaux, équipement, etc.)

Contribution en temps - Réunion du CA/CE/Rencontre trésorier-coprésidents/Rencontre CPMT	26 000.00	
Contribution en temps - Promotion des projets	20 000.00	
Contribution en temps - Enquête sur la maturité numérique	13 400.00	
Contribution en temps - Projets (préparation/formation/suivi)	44 700.00	
Contribution en temps - Participation au Grand RDV RH	8 450.00	
	112 550.00	74

PARTIE 5 APPORTS (SUBVENTIONS) REPORTÉS (voir le guide page 6)

Si la note sur les apports reportés du Rapport de l'auditeur indépendant ne détaille pas la provenance de ceux-ci vous devez compléter ce tableau (5.1 et 5.2)

5.1 Apports reportés afférents aux immobilisations

Bailleur de fonds	Solde à la fin de l'exercice
	0.00

5.2 Autres apports reportés

Bailleur de fonds	Solde à la fin de l'exercice
	0.00

PARTIE 6 SUIVI DE L'INVENTAIRE DES DÉPENSES CAPITALISABLES PAYÉES AVEC LES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DU MTESS (voir le guide page 6)

Les immobilisations qui n'ont pas été acquises avec des contributions du MTESS ne doivent pas être présentées dans ce tableau

Catégorie	Date d'acquisition	Coût d'acquisition	Valeur nette
Mobilier et équipement		26 790.00	1 849.00
Équipement informatique		59 560.00	6 718.00
		86 350.00	8 567.00



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

CLICEMPLOIS.NET
Promotion des carrières

SOLUTIONSRH.NET
Gestion des compétences

Avec la contribution financière de :

Emploi
Québec 